

Frais

Frais ponctuels prélevés avant ou après investissement	
Frais d'entrée	Néant
Frais de sortie	Néant
Ces taux correspondent au pourcentage maximal pouvant être prélevé sur votre capital avant que celui-ci ne soit investi (entrée) ou ne vous soit remboursé (sortie)	
Frais prélevés par l'OPCVM sur une année	
Frais courants	2,96 % de l'actif net
Frais prélevés par le fonds dans certaines circonstances	
Commission de performance	S. O.

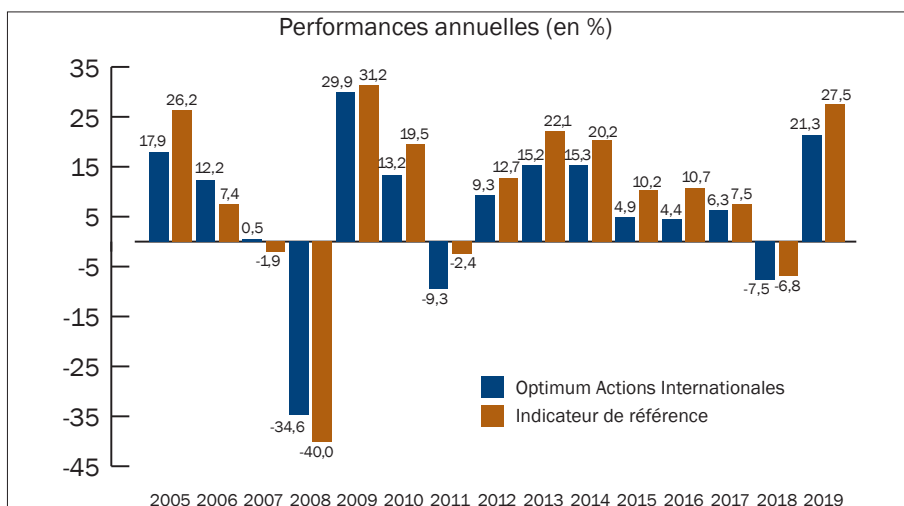
l'OPCVM, y compris les coûts de commercialisation et de distribution des parts. Ces frais réduisent la croissance potentielle de votre investissement.

Les frais courants sont fondés sur les frais de l'exercice précédent, clos le 31 mars 2019. Ce pourcentage peut varier d'une année à l'autre.

Les frais courants ne comprennent pas les frais d'intermédiation, à l'exception des frais d'entrée et de sortie payés par l'OPCVM lorsqu'il achète ou vend des parts d'un autre OPCVM.

Pour plus d'information sur les frais de cet OPCVM, veuillez vous reporter à la rubrique des frais du prospectus.

Performances passées



- Les performances ne sont pas constantes dans le temps et ne préjugent pas des performances futures.
- Les performances annuelles présentées sur ce diagramme sont calculées après déduction de tous les frais prélevés par le fonds.
- Les performances de l'indicateur de référence sont calculées avec dividendes réinvestis.
- Le fonds a été créé le 15 janvier 1999.
- Les performances sont affichées en €.

Informations pratiques

- Nom du dépositaire : SOCIÉTÉ GÉNÉRALE.
- Le prospectus de l'OPCVM, les derniers documents annuels et périodiques sont adressés sur simple demande écrite auprès d'Optimum Gestion Financière S.A., 94, rue de Courcelles, 75008 Paris.
- La valeur liquidative est disponible sur simple demande auprès de la Société de gestion et sur son site Internet www.optimumfinanciere.fr, et est publiée hebdomadairement.
- Selon votre régime fiscal, les plus-values et revenus éventuels liés à la détention de parts de l'OPCVM peuvent être soumis à taxation. Nous vous conseillons de vous renseigner à ce sujet auprès de votre conseiller habituel.
- Souscripteurs concernés : tous souscripteurs.
- La responsabilité d'Optimum Gestion Financière S.A. ne peut être engagée que sur la base de déclarations contenues dans le présent document qui seraient trompeuses, inexactes ou non cohérentes avec les parties correspondantes du prospectus de l'OPCVM.

OPTIMUM GESTION FINANCIÈRE S.A.
 94, rue de Courcelles - 75008 Paris, FRANCE
 +33 1 44 15 81 81
 info@optimumfrance.com
 optimumfinanciere.fr

Cet OPCVM est agréé en France et réglementé par l'Autorité des Marchés Financiers (AMF). La Société de gestion Optimum Gestion Financière S.A. est agréée en France et réglementée par l'Autorité des Marchés Financiers (AMF). Les informations clés pour l'investisseur ici fournies sont exactes et à jour au 31 janvier 2020.



Optimum Actions Internationales

CARACTÉRISTIQUES GÉNÉRALES

FORME DE L'OPCVM

- **DÉNOMINATION** OPTIMUM ACTIONS INTERNATIONALES
- **FORME JURIDIQUE ET ÉTAT MEMBRE DANS LEQUEL L'OPCVM A ÉTÉ CONSTITUÉ** Fonds Commun de Placement (FCP) de droit français
- **DATE DE CRÉATION ET DURÉE D'EXISTENCE PRÉVUE** FCP créé le 15 janvier 1999 pour une durée de 99 ans
- **SYNTHÈSE DE L'OFFRE DE GESTION**

CODE ISIN	Distribution des revenus	Devise de libellé	Souscripteurs concernés	Souscription minimale	Valeur liquidative d'origine
FR0007019245	Capitalisation	€	Tous souscripteurs	1 part	20 €

- **INDICATION DU LIEU OÙ L'ON PEUT SE PROCURER LE DERNIER RAPPORT ANNUEL ET LE DERNIER RAPPORT PÉRIODIQUE**

Les derniers documents annuels et périodiques sont transmis dans un délai de 8 jours ouvrés sur demande écrite du porteur auprès de :

OPTIMUM GESTION FINANCIÈRE S.A.
 94, rue de Courcelles - 75008 Paris
 Téléphone : 01 44 15 81 81
 e-mail : ogf@optimumfrance.com

ACTEURS

- **SOCIÉTÉ DE GESTION**
 OPTIMUM GESTION FINANCIÈRE S.A.
 Agréée en 1998 par l'AMF sous le numéro GP 98053
 94, rue de Courcelles - 75008 Paris

- **DÉPOSITAIRE, CONSERVATEUR**

Les fonctions de dépositaire, de conservateur, la centralisation des ordres de souscription et de rachat par délégation de la société de gestion, et la tenue des registres de parts sont assurés par :

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE S.A. agissant par l'intermédiaire de son département « Securities Services » (le « Dépositaire »). Société Générale, dont le siège social est situé au 29, boulevard Haussmann à Paris (75009), immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 552 120 222, est un établissement agréé par l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR) et soumis au contrôle de l'Autorité des marchés financiers (AMF).

Description des responsabilités du Dépositaire et des conflits d'intérêts potentiels

Le Dépositaire exerce trois types de responsabilités, respectivement le contrôle de la régularité des décisions de la société de gestion, le suivi des flux espèces de l'OPCVM et la garde des actifs de l'OPCVM.

L'objectif premier du Dépositaire est de protéger l'intérêt des porteurs / investisseurs de l'OPCVM.

Des conflits d'intérêts potentiels peuvent être identifiés notamment dans le cas où la Société de Gestion entretient par ailleurs des relations commerciales avec Société Générale en parallèle de sa désignation en tant que Dépositaire (ce qui peut être le cas lorsque Société Générale calcule, par délégation de la Société de gestion, la valeur liquidative des OPCVM dont Société Générale est le Dépositaire ou lorsqu'un lien de groupe existe entre la Société de gestion et le Dépositaire).

Afin de gérer ces situations, le Dépositaire a mis en place et met à jour une politique de gestion des conflits d'intérêts ayant pour objectif :

- L'identification et l'analyse des situations de conflits d'intérêts potentiels
- L'enregistrement, la gestion et le suivi des situations de conflits d'intérêts en :
 - (i) Se basant sur les mesures permanentes en place afin de gérer les conflits d'intérêts comme la ségrégation des tâches, la séparation des lignes hiérarchiques et fonctionnelles, le suivi des listes d'initiés internes, des environnements informatiques dédiés
 - (ii) Mettant en œuvre au cas par cas :
 - (a) des mesures préventives et appropriées comme la création de liste de suivi ad hoc, de nouvelles murailles de Chine ou en vérifiant que les opérations sont traitées de manière appropriée et/ou en informant les clients concernés
 - (b) ou en refusant de gérer des activités pouvant donner lieu à des conflits d'intérêts.

Description des éventuelles fonctions de garde déléguées par le Dépositaire, liste des délégataires et sous-délégataires et identification des conflits d'intérêts susceptibles de résulter d'une telle délégation

Le Dépositaire est responsable de la garde des actifs (telle que définie à l'article 22.5 de la Directive 2009/65/CE modifiée par la Directive 2014/91/UE). Afin d'offrir les services liés à la conservation d'actifs dans un grand nombre de pays et de permettre aux OPCVM de réaliser leurs objectifs d'investissement, le Dépositaire a désigné des sous- conservateurs dans les pays où le Dépositaire n'aurait pas directement une présence locale. Ces entités sont listées sur le site internet suivant :

http://www.securities-services.societegenerale.com/uploads/tx_bisgnews/Global_list_of_sub_custodians_for_SGSS_2016_05.pdf

En conformité avec l'article 22 bis 2 de la Directive UCITS V, le processus de désignation et de supervision des sous-conservateurs suit les plus hauts standards de qualité, incluant la gestion des conflits d'intérêt potentiels qui pourraient survenir à l'occasion de ces désignations. Le Dépositaire a établi une politique efficace d'identification, de prévention et de gestion des conflits d'intérêts en conformité avec la réglementation nationale et internationale ainsi qu'aux standards internationaux.

La délégation des fonctions de garde du Dépositaire est susceptible d'entraîner des conflits d'intérêts. Ces derniers ont été identifiés et sont contrôlés. La politique mise en œuvre au sein du Dépositaire consiste en un dispositif qui permet de prévenir la survenance de situations de conflits d'intérêts et d'exercer ses activités d'une façon qui garantit que le Dépositaire agit toujours au mieux des intérêts des OPCVM. Les mesures de prévention consistent en particulier à assurer la confidentialité des informations échangées, à séparer physiquement les principales activités susceptibles d'entrer en conflit d'intérêts, à identifier et classer rémunérations et avantages monétaires et non- monétaires et à mettre en place des dispositifs et politiques en matière de cadeaux et d'évènements.

Les informations à jour relatives aux points précédents seront adressées à l'investisseur sur demande.

• **CENTRALISATEUR DES ORDRES DE SOUSCRIPTIONS ET DE RACHATS (PAR DÉLÉGATION DE LA SOCIÉTÉ DE GESTION)**

SOCIETE GENERALE
32, rue du Champ de Tir – 44000 Nantes

• **COMMISSAIRE AUX COMPTES**

M. Olivier Galienne
DELOITTE & ASSOCIES
6, place de la Pyramide – 92908 Paris-La Défense Cedex

- **COMMERCIALISATEURS**
OPTIMUM GESTION FINANCIÈRE S.A. et OPTIMUM VIE S.A.
94, rue de Courcelles - 75008 Paris
- **DÉLÉGATION DE LA GESTION ADMINISTRATIVE ET COMPTABLE**
SOCIETE GENERALE
Siège social : 29 boulevard Haussmann – 75009 PARIS
Adresse postale : 189 rue d'Aubervilliers – 75886 PARIS CEDEX 18

MODALITÉS DE FONCTIONNEMENT ET DE GESTION

Caractéristiques générales

- **CARACTÉRISTIQUES DES PARTS :**

- Code ISIN : FR0007019245
- Nature du droit attaché à la catégorie des parts : chaque investisseur dispose d'un nombre de parts. L'information sur les modifications affectant le FCP est donnée aux porteurs de parts par tous moyens, conformément aux instructions de l'AMF. La gestion du FCP est assurée par la Société de gestion qui agit au nom des porteurs de parts et dans leur intérêt exclusif.
- Droit de vote : les décisions peuvent être prises par la Société de gestion.
- Modalités de tenue du passif : la tenue du passif est assurée par *Société Générale*.
- Forme des parts : nominatives et/ou au porteur.
- Fractionnement : aucune décimalisation n'est prévue.

- **DATE DE CLÔTURE :**

Le dernier jour de la Bourse de Paris du mois de mars.

- **INDICATIONS SUR LE RÉGIME FISCAL :**

Le FCP n'est pas assujéti à l'impôt sur les sociétés. Selon le principe de transparence, les produits encaissés par le FCP sont imposés entre les mains des porteurs résidents lorsqu'ils sont effectivement distribués et les plus-values réalisées par le FCP sont normalement taxables à l'occasion du rachat des parts par les porteurs.

Le régime fiscal applicable dépend des dispositions fiscales applicables à la situation particulière du porteur de parts. Il lui est donc recommandé de s'adresser auprès d'un conseiller fiscal afin de prendre connaissance des modalités applicables à sa situation personnelle.

Le FCP n'est pas assujéti à FATCA, étant donné qu'il ne s'adresse qu'à des investisseurs français.

Dispositions particulières

- **CLASSIFICATION :**

Actions internationales.

- **CODE ISIN :**

FR0007019245

- **OBJECTIF DE GESTION :**

Le FCP vise à permettre aux porteurs de parts d'obtenir, sur la durée minimale de placement recommandée, une performance supérieure à celle de son indicateur de référence.

- **INDICATEUR DE RÉFÉRENCE :**

Pour la période antérieure au 1^{er} juillet 2018, l'indicateur de référence est le MSCI Monde. À compter de cette date, l'indicateur de référence est l'indice composite suivant : 65 % de l'indice Stoxx 600 et 35 % de l'indice MSCI Monde ex Europe. L'indicateur est libellé en €, avec dividendes réinvestis.

L'indice MSCI Monde est représentatif des sociétés cotées de moyenne et grande taille au sein de 23 pays développés. L'indice couvre environ 85 % de la capitalisation boursière investissable de chacun de ces pays.

L'OPCVM n'est ni indiciel ni à référence indicielle. Cet indicateur ne constitue qu'un indicateur de comparaison de la performance *a posteriori*.

- **STRATÉGIE D'INVESTISSEMENT :**

- **Stratégie utilisée**

OPTIMUM ACTIONS INTERNATIONALES met en œuvre une gestion discrétionnaire active portant essentiellement sur des actions appartenant à l'indicateur de référence, pour la portion de l'actif investie en titres vifs. De plus, des OPCVM/FIA pourront être utilisés comme substituts à une exposition aux titres vifs, pour certains secteurs et régions.

La construction du portefeuille répond à une approche ascendante (« *bottom-up* ») qui vise à déterminer le choix des titres (ou des OPCVM/FIA) et leur pondération en portefeuille. Cette approche repose sur une analyse des caractéristiques propres de chaque société, au travers de ses perspectives d'activité et de rentabilité, synthétisées par les ratios usuels (« *price earnings ratio* » actuel et projeté, « *entreprise value to sales* », « *price to book* », etc.), ainsi que sur ses caractéristiques bilantielles. À l'intérieur d'une pondération sectorielle définie, les sociétés sont ainsi sélectionnées pour leur attractivité absolue et relative à leurs pairs.

Parallèlement, une approche descendante (« *top-down* ») permet de compléter la démarche pour l'allocation géographique et la détermination de l'allocation sectorielle. Cette approche repose sur une analyse macro-économique mondiale, qui conduit à un scénario prospectif dont les conséquences sont la valorisation boursière des marchés et des secteurs. Elle permet de confronter ce scénario avec les hypothèses implicites du marché et de déterminer le niveau d'attractivité des marchés et des secteurs.

- **Instruments utilisés**

a) Actions : le FCP investit ses actifs en actions mondiales et valeurs assimilées (certificats d'investissement, droits et bons de souscription ou d'attribution) à hauteur d'au moins 60 % de l'actif net (jusqu'à un maximum de 100 %).

L'essentiel des investissements est concentré sur des valeurs de grandes capitalisations appartenant à l'indicateur de référence. Les éventuelles valeurs hors indice sont également choisies parmi les valeurs de grandes capitalisations de la Communauté Européenne ou d'Amérique du Nord, typiquement les 300 plus fortes capitalisations de chacune de ces deux zones. Le cumul des valeurs hors indice n'a pas vocation à représenter plus de 30 % de l'actif de l'actif net.

Aux fins de mesurer cette exposition, le total des titres vifs et des OPCVM/FIA est utilisé.

b) Obligations : le FCP peut détenir des obligations, y compris convertibles, échangeables ou remboursables dans un souci de diversification des risques et de dynamisation de la performance. Ces instruments constituent essentiellement une alternative de placement dans le cadre d'arbitrage du portefeuille « actions ». Le maximum permis est de 30 % de l'actif net du FCP.

c) Titres de créances et instruments de marché monétaire : le FCP peut détenir des obligations, liquidités et instruments monétaires d'émetteurs privés ou d'États de la zone euro : titres de créances négociables d'une durée inférieure à 1 an, généralement de moins de trois mois. La fourchette de détention sera comprise entre 0 et 10 % de l'actif net et les titres seront de qualité minimum BBB- (*Standard & Poor's*, ou l'équivalent). Ils sont utilisés pour la gestion de la trésorerie du FCP.

d) Parts d'OPCVM : L'OPCVM investit jusqu'à 100 % de son actif net dans des parts ou actions d'OPCVM de droit français ou étranger, de FIA de droit français ou de FIA établis dans un autre État membre de l'Union européenne, ou de fonds d'investissement constitués sur le fondement d'un droit étranger.

- e) **Instruments dérivés** : le FCP peut recourir à titre accessoire, aux instruments dérivés négociés sur les marchés réglementés, organisés ou de gré à gré, pour couvrir le risque de change.
- f) **Titres intégrant des dérivés** : le FCP n'a pas recours à ce type d'instrument.
- g) **Emprunts d'espèces** : le FCP pourra emprunter des espèces dans la limite de 10 % de son actif net.
- h) **Acquisitions et cessions temporaires de titres** : Néant.
- i) **Garanties** : Néant.

- **Profil de risque**

Votre argent sera principalement investi dans des instruments financiers sélectionnés par la Société de gestion. Ces instruments connaîtront les évolutions et les aléas des marchés financiers.

Par ordre décroissant d'importance, les risques encourus par les investisseurs sont les suivants :

- a) **Risques principaux**

- **Risque lié à la gestion discrétionnaire** :

Le style de gestion discrétionnaire repose sur l'anticipation de l'évolution des différents marchés (actions, obligations). Il existe un risque que l'OPCVM ne soit pas investi à tout moment sur les marchés les plus performants.

- **Risque actions** :

En raison de sa stratégie d'investissement, le FCP est soumis au risque actions de manière importante ; ainsi, en cas de baisse des marchés actions, la valeur liquidative du fonds pourra baisser.

- **Risque de perte en capital** :

Risque que le capital investi ne soit pas intégralement restitué lors de la vente d'une action à un prix inférieur à celui payé à l'achat, l'OPCVM n'intégrant aucune garantie.

- **Risque de change** :

Impact sur la position de change des fluctuations d'une devise par rapport à la monnaie de référence. Il existe un risque de change pour le résident français du fait de la composition du portefeuille qui peut comprendre une part d'actions cotées notamment en dollar américain, en livre sterling, en dollar canadien, en couronne danoise, en couronne suédoise, en couronne norvégienne, en franc suisse, en yen japonais et en yuan chinois.

- b) **Risques accessoires**

- **Risque de pays émergents** :

L'attention de l'investisseur est attirée sur le fait que les conditions de fonctionnement et de surveillance de certains pays émergents peuvent s'écarter des standards prévalant sur les grandes places boursières internationales ; de ce fait, la valeur liquidative pourra baisser.

- **Risque de petites capitalisations** :

Les investissements du fonds sont possibles sur les actions de petites capitalisations. Le volume de ces titres cotés en bourse est réduit, les mouvements de marché sont donc plus marqués, à la hausse comme à la baisse, et plus rapides que sur les grandes capitalisations. La valeur liquidative du fonds pourra donc avoir le même comportement.

- **Risque de taux** :

Le FCP peut être soumis au risque de taux. Ainsi, en cas de hausse des taux d'intérêt, la valeur liquidative du fonds pourra baisser.

- **Risque de crédit** :

Le FCP peut à tout moment être exposé au risque de crédit sur les émetteurs. En cas de dégradation de leur situation ou de leur défaillance, la valeur des titres de créance pourra baisser et entraîner une baisse de la valeur liquidative.

- **Souscripteurs concernés et profil de l'investisseur type**

Cet OPCVM concerne tout souscripteur.

Cet OPCVM s'adresse à tout investisseur souhaitant s'exposer au marché des actions mondiales.

Pour des personnes physiques, le montant qu'il est raisonnable d'investir dans cet OPCVM dépend de la situation personnelle de l'investisseur. Pour le déterminer, il doit tenir compte de son patrimoine personnel, de ses besoins d'argent actuels et à moyen et long terme, mais également de son souhait de prendre des risques ou au contraire de privilégier un investissement prudent. Il lui est également recommandé de diversifier suffisamment ses investissements afin de ne pas s'exposer uniquement aux risques de cet OPCVM. Tout investisseur est donc invité à étudier sa situation particulière avec son conseiller habituel.

De manière générale, il est recommandé au souscripteur de diversifier suffisamment ses investissements afin de ne pas s'exposer uniquement aux risques d'un seul placement.

- **Durée de placement recommandée**

Au moins 5 ans.

- **Modalités de détermination et d'affectation des revenus**

Le résultat net de l'exercice est égal au montant des intérêts, arrérages, dividendes, primes et lots, jetons de présence ainsi que tous les produits relatifs aux titres constituant le portefeuille du fonds, majoré du produit des sommes momentanément disponibles et diminué des frais de gestion et de la charge des emprunts.

Les sommes capitalisables sont égales au résultat net précédemment défini, majoré ou diminué du solde du compte de régularisation des revenus de la catégorie des parts afférentes à l'exercice clos.

- **Modalités de souscription et de rachat**

Périodicité de calcul de la valeur liquidative :

La valeur liquidative est calculée sur base hebdomadaire, publiée le lundi sur la base des cours de fermeture du vendredi précédent, à l'exception des jours fériés légaux en France et des jours de fermeture de la Bourse de Paris. Dans ces derniers cas, la valeur liquidative est publiée sur la base des cours de fermeture du jeudi précédent.

Montant minimum des souscriptions :

Une part.

Établissement désigné pour recevoir les souscriptions et les rachats :

SOCIETE GENERALE
32, rue du Champ de Tir – 44000 Nantes

Modalités et conditions de souscription et de rachat :

Les demandes de souscriptions et de rachats sont reçues à tout moment chez *Société Générale*.

Les souscriptions et les rachats sont normalement centralisés jusqu'au jeudi 11 heures, à l'exception des jours fériés légaux en France. Dans ce dernier cas, les souscriptions et les rachats sont centralisés jusqu'au mercredi 11 heures. Les demandes de souscription et de rachat parvenant à *Société Générale* avant cette heure seront exécutées sur la base de la prochaine valeur liquidative calculée.

L'attention des porteurs est attirée sur le fait qu'ils doivent se renseigner auprès de leur conseiller financier sur l'heure limite de passage des ordres.

Les règlements afférents interviendront en J+3.

- **FRAIS ET COMMISSIONS :**

- **Frais de fonctionnement et de gestion**

Ces frais recouvrent tous les frais facturés directement à l'OPCVM, incluant la commission de mouvement qui est perçue par le dépositaire, mais excluant les frais d'intermédiation (service d'exécution).

Frais facturés à l'OPCVM	Assiette	Taux barème
Frais de gestion (y compris frais externes à la Société de gestion (CAC, dépositaire, distribution, avocats, etc.))	Actif net	2,98 % TTC
Commissions de mouvement	Prélèvement sur chaque transaction	Montant variable, selon grille du dépositaire

Précisions supplémentaires :

- Frais indirects : il peut être perçu des frais de gestion sur la portion de l'OPCVM investie dans d'autres OPCVM ou fonds d'investissements ; toutefois, ces frais peuvent faire l'objet de rétrocessions.
- Pratique en matière de commissions en nature : néant.

- **Commissions de souscription et de rachat**

Les commissions de souscription et de rachat viennent augmenter le prix de souscription payé par l'investisseur ou diminuer le prix de remboursement. Les commissions acquises à l'OPCVM servent à compenser les frais supportés par l'OPCVM pour investir ou désinvestir les avoirs confiés. Les commissions non acquises reviennent à la Société de gestion et au distributeur.

Frais à la charge de l'investisseur, prélevés lors des souscriptions et des rachats	Taux Barème
Commission de souscription ou de rachat non acquise à l'OPCVM	Néant
Commission de souscription ou de rachat acquise à l'OPCVM	Néant

- **Description succincte de la procédure de choix des intermédiaires**

Agissant dans l'intérêt des porteurs de parts, les gérants ont la liberté du choix des intermédiaires avec lesquels ils travaillent, à condition qu'ils aient fait l'objet d'une procédure d'autorisation. L'inscription sur la liste des intermédiaires autorisés est effectuée par la Société de gestion qui procède également à une revue régulière de cette liste. Elle se prononce en prenant en compte un ensemble de critères tels que la solidité financière, le statut, la qualité de la prestation d'exécution et de la recherche fournie, le coût, etc.

INFORMATIONS D'ORDRE COMMERCIAL

Le FCP est distribué par Optimum Vie S.A. et Optimum Gestion Financière S.A.

Les documents annuels et périodiques de l'OPCVM peuvent être adressés aux porteurs qui en font la demande écrite auprès de :

OPTIMUM GESTION FINANCIÈRE S.A.
94, rue de Courcelles - 75008 Paris
Téléphone : 01 44 15 81 81
e-mail : ogf@optimumfrance.com

Les informations relatives à la prise en compte des critères environnementaux, sociaux et de qualité de gouvernance (ESG) sont disponibles sur le site Internet de la Société de gestion et figurent dans le rapport annuel du fonds.

POLITIQUE DE RÉMUNÉRATION

Optimum Gestion Financière S.A. s'est dotée d'une politique de rémunération. Cette dernière est disponible sur son site internet (www.optimumfinanciere.fr).

Aussi, les données quantitatives sont présentées dans le rapport annuel du fonds.

RÈGLES D'INVESTISSEMENTS

Les ratios réglementaires applicables à l'OPCVM sont ceux mentionnés aux articles R 214-21 à R 214-29 inclusivement du Code Monétaire et Financier (conformes aux normes européennes).

La méthode de calcul du profil de risque est la méthode de l'engagement.

RÈGLES D'ÉVALUATION ET DE COMPTABILISATION DES ACTIFS

Règles d'évaluation

Postes du bilan et opérations à terme ferme et conditionnelles :

- Les obligations sont évaluées au cours de clôture du jour coté sur un marché central où elles sont inscrites, ou en fonction d'un cours calculé à partir d'un spread de marché reporté sur une courbe de taux de référence.
- Toutes les obligations sont valorisées avec un coupon calculé à J+3.
- Les actions sont évaluées au cours de clôture du jour ou au dernier cours connu.
- Les titres de créances négociables à moins de trois mois peuvent être évalués de façon linéaire. Ceux à plus de trois mois sont valorisés au prix du marché du jour.
- Les OPCVM sont évalués à la dernière valeur liquidative connue.
- Les pensions livrées sont évaluées au prix du contrat (principal + intérêts).
- Les opérations réalisées sur les marchés à terme ferme et conditionnelles sont évaluées sur les marchés au cours de la clôture du jour.
- Pour les opérations de change à terme, les contrats sont évalués aux cours du terme du jour de l'évaluation.

Engagements hors-bilan :

- Les bons de souscription et les warrants sont inscrits à l'actif du bilan :
 - les warrants sont considérés en engagement hors-bilan au niveau du tableau d'exposition au risque action par leur traduction en équivalent d'actions sous-jacentes
 - les bons de souscription peuvent être inclus dans le tableau d'exposition aux risques à leur valeur boursière ou traduits en équivalent sous-jacents
- Les contrats d'échange de taux d'intérêt sont évalués à leur valeur de marché en fonction du prix calculé par actualisation des flux de trésorerie futurs (principal + intérêts) au taux d'intérêt du marché. Ce prix peut être corrigé du risque de signature.

Pour des contrats dont la durée de vie est ou devient inférieure à trois mois, les flux d'intérêt à verser et à recevoir sont linéarisés sur la durée de vie restant à courir.

Méthode de comptabilisation

Produit des valeurs à revenu fixe : méthode du coupon encaissé.

Frais de transaction : ces frais sont inclus dans le prix de revient des instruments financiers.

REGLEMENT DU FONDS COMMUN DE PLACEMENT OPTIMUM ACTIONS INTERNATIONALES

TITRE I ACTIF ET PARTS

Article 1 - Part de copropriété

Les droits des copropriétaires sont exprimés en parts, chaque part correspondant à une même fraction de l'actif du fonds. Chaque porteur de parts dispose d'un droit de copropriété sur les actifs du fonds proportionnel au nombre de parts possédées.

La durée du fonds est de 99 ans à partir de sa date de création sauf dans les cas de dissolution anticipée ou de la prorogation prévue au présent règlement.

Article 2 - Montant minimal de l'actif

Il ne peut être procédé au rachat des parts si l'actif du FCP devient inférieur à 300 000 € ; lorsque l'actif demeure pendant trente jours inférieur à ce montant, la société de gestion prend les dispositions nécessaires afin de procéder à la liquidation de l'OPCVM concerné, ou à l'une des opérations mentionnées à l'article 411-16 du règlement général de l'AMF (mutation de l'OPCVM).

Article 3 - Emission et rachat des parts

Les parts sont émises à tout moment à la demande des porteurs sur la base de leur valeur liquidative augmentée, le cas échéant, des commissions de souscription.

Les rachats et les souscriptions sont effectués dans les conditions et selon les modalités définies dans le prospectus.

Les parts de fonds commun de placement peuvent faire l'objet d'une admission à la cote selon la réglementation en vigueur.

Les souscriptions doivent être intégralement libérées le jour du calcul de la valeur liquidative. Elles peuvent être effectuées en numéraire et/ou par apport d'instruments financiers. La société de gestion a le droit de refuser les valeurs proposées et, à cet effet, dispose d'un délai de sept jours à partir de leur dépôt pour faire connaître sa décision. En cas d'acceptation, les valeurs apportées sont évaluées selon les règles fixées à l'article 4 et la souscription est réalisée sur la base de la première valeur liquidative suivant l'acceptation des valeurs concernées. Les rachats sont effectués exclusivement en numéraire, sauf en cas de liquidation du fonds lorsque les porteurs de parts ont signifié leur accord pour être remboursés en titres. Ils sont réglés par le teneur de compte émetteur dans un délai maximum de cinq jours suivant celui de l'évaluation de la part.

Toutefois, si, en cas de circonstances exceptionnelles, le remboursement nécessite la réalisation préalable d'actifs compris dans le fonds, ce délai peut être prolongé, sans pouvoir excéder 30 jours.

Sauf en cas de succession ou de donation-partage, la cession ou le transfert de parts entre porteurs, ou de porteurs à un tiers, est assimilé(e) à un rachat suivi d'une souscription ; s'il s'agit d'un tiers, le montant de la cession ou du transfert doit, le cas échéant, être complété par le bénéficiaire pour atteindre au minimum celui de la souscription minimale exigée par le prospectus.

En application de l'article L. 214-8-7 du code monétaire et financier, le rachat par le FCP de ses parts, comme l'émission de parts nouvelles, peuvent être suspendus, à titre provisoire, par la société de gestion, quand des circonstances exceptionnelles l'exigent et si l'intérêt des porteurs le commande.

Lorsque l'actif net du FCP (ou le cas échéant, d'un compartiment) est inférieur au montant fixé par la réglementation, aucun rachat des parts ne peut être effectué.

Article 4 – Calcul de la valeur liquidative

Le calcul de la valeur liquidative des parts est effectué en tenant compte des règles d'évaluation figurant dans le prospectus.

TITRE 2 FONCTIONNEMENT DU FONDS

Article 5 - La société de gestion

La gestion du fonds est assurée par la société de gestion conformément à l'orientation définie pour le fonds.

La société de gestion agit en toutes circonstances dans l'intérêt exclusif des porteurs de parts et peut seule exercer les droits de vote attachés aux titres compris dans le fonds.

Article 6 - Le dépositaire

Le dépositaire assure les missions qui lui incombent en application des lois et règlements en vigueur ainsi que celles qui lui ont été contractuellement par la société de gestion confiées. Il doit notamment s'assurer de la régularité des décisions de la société de gestion de portefeuille. Il doit, le cas échéant, prendre toutes mesures conservatoires qu'il juge utiles. En cas de litige avec la société de gestion, il en informe l'Autorité des marchés financiers.

Article 7 - Le commissaire aux comptes

Un commissaire aux comptes est désigné pour six exercices, après accord de l'Autorité des marchés financiers, par l'organe de gouvernance de la société de gestion. Il certifie la régularité et la sincérité des comptes. Il peut être renouvelé dans ses fonctions.

Le commissaire aux comptes est tenu de signaler dans les meilleurs délais à l'Autorité des marchés financiers tout fait ou toute décision concernant l'organisme de placement collectif en valeurs mobilières dont il a eu connaissance dans l'exercice de sa mission, de nature :

1° A constituer une violation des dispositions législatives ou réglementaires applicables à cet organisme et susceptible d'avoir des effets significatifs sur la situation financière, le résultat ou le patrimoine ;

2° A porter atteinte aux conditions ou à la continuité de son exploitation ;

3° A entraîner l'émission de réserves ou le refus de la certification des comptes.

Les évaluations des actifs et la détermination des parités d'échange dans les opérations de transformation, fusion ou scission sont effectuées sous le contrôle du commissaire aux comptes. Il apprécie tout apport en nature sous sa responsabilité. Il contrôle la composition de l'actif et des autres éléments avant publication.

Les honoraires du commissaire aux comptes sont fixés d'un commun accord entre celui-ci et le conseil d'administration ou le directoire de la société de gestion au vu d'un programme de travail précisant les diligences estimées nécessaires.

Il atteste les situations servant de base à la distribution d'acomptes.

Article 8 - Les comptes et le rapport de gestion

À la clôture de chaque exercice, la société de gestion établit les documents de synthèse et établit un rapport sur la gestion du fonds (le cas échéant, relatif à chaque compartiment) pendant l'exercice écoulé.

La société de gestion établit, au minimum de façon semestrielle et sous contrôle du dépositaire, l'inventaire des actifs de l'OPC.

La société de gestion tient ces documents à la disposition des porteurs de parts dans les quatre mois suivant la clôture de l'exercice et les informe du montant des revenus auxquels ils ont droit : ces documents sont, soit transmis par courrier à la demande expresse des porteurs de parts, soit mis à leur disposition à la société de gestion.

TITRE 3

MODALITES D'AFFECTATION DES RÉSULTATS

Article 9 – Modalités d’affectation du résultat et des sommes distribuables

Le résultat net de l'exercice est égal au montant des intérêts, arrérages, dividendes, primes et lots, jetons de présence ainsi que tous produits relatifs aux titres constituant le portefeuille majoré du produit des sommes momentanément disponibles et diminué des frais de gestion, des dotations éventuelles aux amortissements et de la charge des emprunts.

Le revenu distribuable est égal au résultat net de l'exercice augmenté des reports à nouveau et majoré ou diminué du solde des comptes de régularisation des revenus afférents à l'exercice clos.

Ces revenus sont intégralement capitalisés chaque année, à l'exception de ceux qui font l'objet d'une distribution obligatoire en vertu de la loi.

TITRE 4

FUSION - SCISSION - DISSOLUTION - LIQUIDATION

Article 10 - Fusion - Scission

La société de gestion peut soit faire apport, en totalité ou en partie, des actifs compris dans le fonds à un autre OPCVM, soit scinder le fonds en deux ou plusieurs autres fonds communs.

Ces opérations de fusion ou de scission ne peuvent être réalisées qu'après que les porteurs en ont été avisés. Elles donnent lieu à la délivrance d'une nouvelle attestation précisant le nombre de parts détenues par chaque porteur.

Article 11 - Dissolution - Prorogation

Si les actifs du fonds demeurent inférieurs, pendant trente jours, au montant fixé à l'article 2 ci-dessus, la société de gestion en informe l'Autorité des marchés financiers et procède, sauf opération de fusion avec un autre fonds commun de placement, à la dissolution du fonds.

La société de gestion peut dissoudre par anticipation le fonds ; elle informe les porteurs de parts de sa décision et à partir de cette date les demandes de souscription ou de rachat ne sont plus acceptées.

La société de gestion procède également à la dissolution du fonds en cas de demande de rachat de la totalité des parts, de cessation de fonction du dépositaire, lorsqu'aucun autre dépositaire n'a été désigné, ou à l'expiration de la durée du fonds, si celle-ci n'a pas été prorogée.

La société de gestion informe l'Autorité des marchés financiers par courrier de la date et de la procédure de dissolution retenue. Ensuite, elle adresse à l'Autorité des marchés financiers le rapport du commissaire aux comptes.

La prorogation d'un fonds peut être décidée par la société de gestion en accord avec le dépositaire. Sa décision doit être prise au moins 3 mois avant l'expiration de la durée prévue pour le fonds et portée à la connaissance des porteurs de parts et de l'Autorité des marchés financiers.

Article 12 - Liquidation

En cas de dissolution, la société de gestion pourrait assumer les fonctions de liquidateur ; à défaut, le liquidateur est désigné en justice à la demande de toute personne intéressée. Ils sont investis à cet effet, des pouvoirs les plus étendus pour réaliser les actifs, payer les créanciers éventuels et répartir le solde disponible entre les porteurs de parts en numéraire ou en valeurs.

Le commissaire aux comptes et le dépositaire continuent d'exercer leurs fonctions jusqu'à la fin des opérations de liquidation.

TITRE 5 CONTESTATION

Article 13 - Compétence - Election de domicile

Toutes contestations relatives au fonds qui peuvent s'élever pendant la durée de fonctionnement de celui-ci, ou lors de sa liquidation, soit entre les porteurs de parts, soit entre ceux-ci et la société de gestion ou le dépositaire, sont soumises à la juridiction des tribunaux compétents.